

Cahier des Clauses Administratives Particulières

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

ACCOMPAGNEMENT DE LA MISSION D'AUDIT SUR LES PROGRAMMES DE RENOVATION URBAINE CONFIES A L'ANRU ET SUR LE FONCTIONNEMENT INTERNE DE L'ANRU SIEGE

Référence du marché : 2026-01



Table des matières

1.	<i>Identification du Pouvoir Adjudicateur</i>	4
1.1	L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.....	4
1.2	Représentant et Interlocuteur du Pouvoir Adjudicateur.....	4
2.	<i>Objet du marché public</i>	4
2.1	Modalités de l'accord-cadre.....	4
3.	<i>Pièces contractuelles</i>	5
3.1	Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....	5
3.2	Primauté des dispositions de l'accord-cadre.....	5
4.	<i>Durée du marché et délais d'exécution</i>	5
4.1	Durée	5
4.2	Délais d'exécution	6
5.	<i>Lieu d'exécution</i>	6
6.	<i>Langue applicable au marché</i>	6
7.	<i>Exécution complémentaire</i>	6
7.2	Conduite de l'exécution des prestations par le Titulaire et procédure de remplacement	8
8.	<i>Groupeement d'entreprises</i>	10
9.	<i>Prix de l'accord-cadre</i>	10
9.1	Forme et contenu des prix	10
9.3	Variation des prix	11
10.	<i>Modalités d'exécution</i>	11
11.	<i>Propriété intellectuelle</i>	11
12.	<i>Dispositions relatives à l'environnement et à l'innovation</i>	11
13.	<i>Opérations de vérification</i>	11
14.	<i>Pénalités</i>	12
14.1	Pénalité pour absence à une réunion	13
14.2	Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail en matière de travail dissimulé.....	13
14.3	Pénalités pour indisponibilité répétée de l'interlocuteur dédié.....	13
14.4	Pénalités liées au non-respect de la réglementation RGPD	13
14.5	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations et livrables	13
15.	<i>Réception des prestations</i>	13
16.	<i>Clauses de financement et de sûreté</i>	14
16.1	Avance	14
16.2	Retenue de garantie	14

17.	<i>Modalités de facturation et de règlement du marché.....</i>	14
16.1	<i>Paiements définitifs</i>	14
16.2	<i>Facturation</i>	14
16.3	<i>Règlement</i>	15
16.4	<i>Intérêts moratoires</i>	15
18.	<i>Nantissement ou cession de créances.....</i>	15
19.	<i>Assurances</i>	16
20.	<i>Sous-traitance</i>	16
21.	<i>Confidentialité et secret professionnel</i>	17
22.	<i>Application du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.....</i>	18
21.1	<i>– Objet.....</i>	18
21.2	<i>- Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance.....</i>	18
21.3	<i>– Obligations du titulaire</i>	18
21.4	<i>– Obligations de l'ANRU</i>	19
21.5	<i>– Sort des données</i>	19
23.	<i>Application de l'article D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 du Code du travail.....</i>	19
24.	<i>Interprétation/ droit applicable</i>	20
25.	<i>Différends et litiges.....</i>	21
26.	<i>Résiliation</i>	21
27.	<i>Dérogations au CCAG- FCS</i>	22

1. Identification du Pouvoir Adjudicateur

1.1 L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Le siège de l'ANRU est situé au 159 Avenue Jean Lolive à 93500 Pantin.
Téléphone : 01.53.63.55.00

1.2 Représentant et Interlocuteur du Pouvoir Adjudicateur

Le représentant légal du Pouvoir adjudicateur est : Anne-Claire MIALOT, Directrice Générale de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

L'interlocuteur désigné par l'ANRU pour l'exécution du marché est la responsable du Pôle Maîtrise des Risques.

En cas de réorganisation interne de l'ANRU ou du Pôle Maîtrise des Risques, le Titulaire en est informé par l'ANRU. Il n'est pas nécessaire, le cas échéant de procéder à la passation d'un avenant.

2. Objet du marché public

Le présent marché public est passé selon la technique d'achat de l'accord-cadre, au sens de l'article L2125-1, 1° du Code de la commande publique. Il a pour objet l'accompagnement de la mission d'audit sur les programmes de rénovation urbaine confiés à l'ANRU et sur le fonctionnement interne de l'ANRU siège.

Deux missions principales :

- Réalisation d'audits internes sur les programmes d'intervention de l'ANRU concernant la programmation, la contractualisation, l'exécution des projets/opérations auprès des maîtres d'ouvrages, porteurs de projet, des directions départementales des territoires (DDT), et de l'ANRU siège ;
- Réalisation d'audits internes sur le fonctionnement interne de l'ANRU. Ces audits sont validés dans le cadre du plan d'audit annuel par le comité d'audit. Ils peuvent intervenir hors plan d'audit, en tant que de besoin, à la demande de la direction générale ou du comité d'audit.

Pour le surplus, se référer aux articles 1 « Présentation de l'ANRU et de la fonction d'audit », 2 « Champ d'intervention » et 3 « Descriptif des prestations » du CCTP.

2.1 Modalités de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire et sera exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec un montant minimum fixé à 300.000€ HT et avec un montant maximum fixé à 600.000 € HT, pour toute la durée du marché.

Les prestations qui sont commandées par bon de commande sont celles figurant dans le bordereau des prix unitaires du présent marché.

3. Pièces contractuelles

Par dérogation au CCAG-FCS, le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent par ordre de priorité décroissant.

3.1 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

- L'acte d'engagement et ses annexes
 - annexe 1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - annexe 2 : RGPD
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS pièce non jointe mais réputée connue du Titulaire dans l'ensemble de ses clauses).

Seul l'original de ces documents conservé dans les archives de l'ANRU fait foi.

3.2 Primauté des dispositions de l'accord-cadre

Seules les dispositions des documents du Titulaire qui ne sont ni en contradiction ni incompatible avec les dispositions du CCTP et du présent CCAP sont réputées contractuelles et acceptées par l'ANRU.

Toute disposition contraire est réputée nulle et non avenue. Le cas échéant, elle n'est donc pas opposable par le Titulaire à l'ANRU.

Toute condition générale ou spécifique figurant dans un document du Titulaire ne sera intégrée au présent accord-cadre qu'avec l'accord express de l'ANRU dûment écrit.

4. Durée du marché et délais d'exécution

4.1 Durée

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de sa notification au Titulaire. Il peut être reconduit tacitement au maximum trois (3) fois pour une nouvelle période d'un (1) an à compter de la date anniversaire de sa notification. La durée maximale est, par conséquent, de quatre (4) ans.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser sa reconduction.

La non-reconduction prendra la forme d'une décision expresse de la part du représentant du pouvoir adjudicateur (courrier avec accusé de réception postal) et interviendra dans un délai de trois mois avant l'échéance de chaque période d'exécution.

Les bons de commande peuvent être adressés dès la notification de l'accord-cadre et jusqu'à son expiration. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis. Toutefois, l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à leur terme.

4.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont définis à l'article 4 « Dates limites pour la soumission des documents et rapports » du CCTP.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de notification du bon de commande, soit la date réception du bon de commande par le Titulaire, sauf stipulation différente du bon de commande (date de début d'exécution plus tardive).

Le Titulaire s'engage à réaliser et à livrer les prestations demandées par l'ANRU dans les délais fixés. Si le Titulaire est dans l'impossibilité d'assurer l'exécution de la prestation dans les délais fixés dans le bon de commande, il doit immédiatement en aviser le Pôle Maîtrise des risques et en tout état de cause avant l'expiration de ces délais.

5. Lieu d'exécution

Le Titulaire exécute sa mission principalement dans ses propres locaux. Il sera amené à participer à des réunions au siège de l'ANRU et sur site, au sein des locaux des acteurs audités.

Le Titulaire s'engage à être présent - à la demande du Pôle Maîtrise des Risques - à l'ensemble des réunions. S'il ne peut être présent à une réunion, il communique au Pôle Maîtrise des Risques **3 jours ouvrés minimum** avant la tenue de ladite réunion les raisons de cette indisponibilité et les actions qu'il propose pour y pallier.

6. Langue applicable au marché

Si le Titulaire est de nationalité française :

- Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont rédigées en français ;
- Durant l'exécution de l'accord-cadre, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

Si le Titulaire est de nationalité étrangère :

- Les pièces constitutives de l'accord-cadre doivent comporter un exemplaire en langue française : seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires ;
- Durant l'exécution de l'accord-cadre, la langue française sera imposée pour tous les échanges (oraux ou écrits) et la rédaction de chaque version des livrables associés aux prestations du Titulaire.

7. Exécution complémentaire

En cours d'exécution de l'accord-cadre et uniquement dans les cas et circonstances expressément prévus par les dispositions de la réglementation relative aux marchés publics, les prestations initiales pourront être modifiées, complétées ou poursuivies au-delà du montant prévu à l'accord-cadre dans le cadre de :

- Modifications au sens de l'article L2194-1 du Code de la commande publique ;

- Marchés de services complémentaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

7.1 Obligations générales

Le Titulaire s'engage à exécuter le marché public de façon **diligente, efficace et économique**, conformément aux techniques et usages de la profession, aux stipulations contractuelles et notamment aux stipulations du présent CCAP, du CCTP, du bon de commande concerné.

Le Titulaire s'engage à fournir au Pôle Maitrise des Risques les solutions les plus adaptées à son besoin.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à aviser le Pôle Maitrise des Risques de toute difficulté de réalisation et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas rendue plus complexe, longue ou compromise.

Le Titulaire a, d'une façon générale, un devoir de conseil au Pôle Maitrise des Risques. Il doit lui fournir spontanément l'ensemble des conseils, mises en garde, recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations qui lui sont communiqués par le Pôle Maitrise des Risques avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire sélectionne des personnes ayant les compétences requises dont il atteste la conformité et la régularité au regard des règles définies par le Code du travail ou par toute autre réglementation applicable.

Ainsi, le Titulaire s'engage notamment à :

- Exécuter en sa qualité de professionnel et au mieux de ses compétences l'objet du présent accord-cadre ;
- Travailler en coordination avec le Pôle Maitrise des Risques sur l'avancement et au suivi de gestion ;
- Assurer le remplacement des responsables et personnels en cas de défaillance par des collaborateurs de qualification et d'expérience équivalentes, après accord du Pôle Maitrise des Risques ;
- Assurer le pilotage, le contrôle et la coordination ;
- Informer le Pôle Maitrise des Risques du déroulement de son exécution ;
- Assurer une continuité de service des prestations qui lui sont confiées ;
- Remettre tous les livrables obligatoires pour permettre au Pôle Maitrise des Risques d'attester du service fait et procéder à l'archivage public.

7.2 Conduite de l'exécution des prestations par le Titulaire et procédure de remplacement

7.2.1 Équipe affectée à l'exécution du marché public

Le Titulaire s'engage à ce que son équipe soit disponible dans un délai de cinq (5) jours suivant la notification de l'accord-cadre et dans les délais prévus à l'article 4 « *Dates limites pour la soumission des documents et rapports* » du CCTP.

Le Titulaire s'engage à affecter, pour la réalisation des prestations, des compétences, des ressources et des profils dédiés :

- Conformement aux exigences formulées au CCTP ;

- Répondant aux besoins de l'accord-cadre notamment en termes de compétence et de disponibilité ;
- Ayant une connaissance approfondie des tâches relevant de l'objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour respecter ses obligations contractuelles, à augmenter l'effectif de son équipe de travail sans accroissement du coût pour l'ANRU.

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, l'ANRU se réserve le droit de récuser, par document motivé donnant date certaine, tout membre de l'équipe du Titulaire qui s'avérerait inadapté ou ne donnerait pas entière satisfaction dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées, ou toute personne qui ne respecterait pas les règles édictées par l'ANRU pour la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions suivantes : il doit proposer un remplaçant de niveau et compétences équivalentes dans les cinq (5) jours suivant la réception de la demande de récusation. Les coûts de remplacement sont à la charge exclusive du Titulaire.

Les personnes dédiées à l'exécution des prestations rendent compte de leur avancée au responsable de l'équipe dédiée du Titulaire, tel qu'identifié dans son offre. A ce titre, il est précisé que le Titulaire est libre d'aménager les tâches de son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre dans le respect des intérêts et besoins du Pôle Maitrise des Risques.

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire affecte, en nombre suffisant, des équipes qualifiées et pourvues des qualités ainsi que des connaissances et compétences nécessaires, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le Titulaire s'engage en outre à ce que les compétences de ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, le nombre et la stabilité des équipes est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'ANRU n'aurait pas contracté.

7.2.2 Interlocuteur dédié

Le Titulaire identifie un interlocuteur dédié, responsable de la mission et ayant la capacité d'engager le Titulaire directement (ou d'obtenir un engagement du Titulaire ayant cette capacité dans le délai de 2 jours ouvrés maximum).

Dans l'hypothèse où l'interlocuteur dédié du Titulaire serait indisponible temporairement ou définitivement, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par courriel et dans les plus brefs délais le Pôle Maitrise des Risques, pour assurer la continuité du marché, dans les mêmes conditions de qualité et de délai.

Le Titulaire désigne un nouvel interlocuteur dédié. Ce dernier devra présenter une connaissance, une compétence, une expérience et plus généralement un niveau au moins équivalent au précédent interlocuteur. Cette désignation pourra être effectuée par courrier ou courriel, pour validation par le Pôle Maitrise des Risques.

Le Pôle Maitrise des Risques pourra demander toute information complémentaire sur les compétences et expériences de l'interlocuteur présenté. Elle pourra demander à rencontrer préalablement l'interlocuteur.

La décision du Pôle Maitrise des Risques sera notifiée dans le délai de **10 jours ouvrés**. Le Pôle Maitrise des Risques informera préalablement le Titulaire d'une éventuelle prolongation de ce délai, dont elle lui indiquera la durée.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations.

8. Groupement d'entreprises

Les dispositions du présent article sont applicables dans l'hypothèse où le Titulaire de l'accord-cadre est un groupement d'entreprises solidaire.

Le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'ANRU.

Le mandataire doit transmettre à tous les cotraitants concernés les instructions, notes, directives, ordres de service, correspondances, informations et pièces relatives à l'exécution de l'accord-cadre, et de façon générale, toute pièce émanant de l'ANRU et, de même, transmettre à l'ANRU les correspondances, informations, réclamations, réserves et demandes des cotraitants susceptibles d'affecter l'exécution de l'accord-cadre.

Le mandataire coordonne la réalisation de l'accord-cadre et garantit, au nom du groupement leur bonne exécution et le respect des délais d'exécution.

Le paiement des prestations est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement.

9. Prix de l'accord-cadre

9.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires de l'accord-cadre sont fixés dans le bordereau des prix unitaires, annexe à l'acte d'engagement.

Les prix proposés sont complets et réputés comprendre, notamment, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais inhérents à la réalisation des prestations (prestations de pilotage), les frais de gestion et de déplacement au siège.

Par dérogation à l'article 28-2 du CCAG-FCS, dans l'hypothèse où il serait demandé ponctuellement au Titulaire d'effectuer un/des déplacement et de séjour hors Ile-de-France, les frais de déplacement et de séjour ne sont pas compris dans les prix du présent accord-cadre. Ces frais seront remboursés sur :

- Autorisation préalable du Pôle Maitrise des Risques ;
- Présentation des justificatifs ;
- La base des frais réellement engagés, dans la limite du barème de l'ANRU et selon les principes de prise en charge en vigueur à l'ANRU à la date de validation du déplacement.

Par dérogation au principe de choix du mode de transport le plus économique, l'usage de la voie aérienne pourra éventuellement être autorisé, lorsque la mission à effectuer exige impérativement le

recours à ce mode de transport. Une autorisation expresse préalable de l'ANRU est donnée en début de mission.

9.3 Variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée totale de l'accord-cadre, périodes de reconductions comprises.

10. Modalités d'exécution

10.1 Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'ANRU au fur et à mesure des besoins et avant chaque prestation sauf en cas d'urgence. **En cas de besoin appelant une réponse immédiate ou très rapide, un bon de commande sera émis en cours ou en fin de prestation à fins de régularisation.**

Le bon de commande, qui est notifié au Titulaire, précise :

- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le nom et la raison sociale du Titulaire ;
- Les références de l'accord-cadre ;
- Le prix HT et TTC des prestations conformément au bordereau des prix ;
- Le(s) délai(s) d'exécution.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du CCTP et du CCAP telles que précisées dans le bon de commande et dans tout document qui lui serait annexé.

11. Propriété intellectuelle

L'ANRU n'acquière aucun droit de propriété intellectuelle dans le cadre de ce marché.

12. Dispositions relatives à l'environnement et à l'innovation

Conformément aux articles L.3, L.2111-1, L.2112-2 et R.2112-2 du Code de la commande publique, la présente clause vise à intégrer dans l'exécution du marché :

- Des exigences de performance environnementale ;
- Des actions favorisant l'innovation, l'amélioration continue et l'adoption de solutions à faible impact.

Le Titulaire mettra notamment en œuvre des méthodes, outils ou technologies favorisant la réduction des impacts environnementaux, l'optimisation des ressources, la qualité et la durabilité des prestations (matériaux recyclables, déplacement à faibles émissions, planification).

13. Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux dispositions des articles 22 à 27 du CCAG-FCS.

Les livrables sont remis conformément aux stipulations du CCTP et du bon de commande. La prestation du Titulaire s'achève après réception et validation par l'ANRU.

Le délai maximal dans lequel le Pôle Maitrise des Risques procède à la réception des prestations est fixé à 10 jours ouvrés maximum à compter de la transmission définitive des prestations par le Titulaire.

La réception est prononcée lorsque les prestations fournies par le Titulaire répondent aux prescriptions de l'accord-cadre. La réception des prestations peut prendre la forme d'un simple mail en ce sens adressé au titulaire.

L'ajournement est prononcé lorsque l'ANRU constate que les prestations ne sont pas totalement conformes aux prescriptions tout en répondant aux objectifs assignés au livrable. Les réserves de l'ANRU sont consignées dans un courrier, courriel ou directement au sein du livrable. Ces réserves devront être levées par le Titulaire dans un délai précisé par le Pôle Maitrise des Risques. Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, ce délai ne peut être supérieur à 5 (cinq) jours ouvrés. Si ce délai apparaît insuffisant au Titulaire, celui-ci dispose d'un délai de 2 (deux) jours à compter de la demande du Pôle Maitrise des Risques pour motiver un délai supplémentaire.

En cas de décision d'ajournement, le délai entre la décision d'ajournement et la présentation des nouvelles prestations est inclus au délai global de réalisation des prestations et peut donc entraîner d'éventuelles pénalités de retard telles que définies au présent CCAP.

Lors de la vérification, si elle est satisfaisante, l'ANRU indique par écrit (courrier, courriel) au Titulaire la levée des réserves. Si la vérification n'est pas satisfaisante, ou si le Titulaire ne respecte pas les délais accordés pour parfaire les prestations sans avoir sollicité un délai complémentaire, les prestations sont considérées comme rejeté.

La réception avec refaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées est prononcée lorsque l'ANRU estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état. La décision de réception avec refaction est motivée. Elle n'est notifiée au Titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations dans un délai de 2 (deux) jours ouvrés suivant la décision de réception avec refaction. Si le Titulaire ne présente pas d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de refaction. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, l'ANRU dispose ensuite de 5 (cinq) jours ouvrés pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'ANRU est réputée avoir accepté les observations du Titulaire.

Le rejet est prononcé lorsque l'ANRU juge que les prestations appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer la réception avec refaction. Elle notifie une décision de rejet motivée.

En cas de rejet, l'ANRU pourra demander au Titulaire d'exécuter de nouveau la prestation dans le délai qu'elle prescrira. En cas de décision de rejet, le délai entre la décision de rejet et la présentation des nouvelles prestations est inclus au délai global de réalisation des prestations et peut donc entraîner d'éventuelles pénalités de retard telles que définies au présent CCAP.

14. Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS

14.1 Pénalité pour absence à une réunion

Les pénalités relatives à une absence non justifiée à l'une des réunions à laquelle le Titulaire est convié par le Pôle Maîtrise des Risques sont fixées à cent cinquante (150) € HT par absence.

14.2 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail en matière de travail dissimulé

Le Titulaire de l'accord-cadre est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail. A cet effet, il produit tous les six (6) mois et pendant toute la durée de l'accord-cadre, la déclaration prévue aux termes de l'article 18 du décret n°2005-1742 et ainsi qu'à l'article 6 de l'acte d'engagement.

A défaut, et en cas de constat de toute situation délictuelle relative au travail dissimulé, en application de l'article 93 de la loi du 17 mai 2011 et de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'ANRU adresse une mise en demeure à laquelle le Titulaire de l'accord-cadre répond dans un délai de 15 jours francs.

En l'absence de réponse ou en l'absence de correction des irrégularités signalées, le Titulaire encourt une pénalité de quatre pour cent (4%) du montant des prestations déjà exécutées dans la limite des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

14.3 Pénalités pour indisponibilité répétée de l'interlocuteur dédié

L'indisponibilité répétée est caractérisée par l'absence de réponse aux appels téléphoniques et aux emails émis par l'ANRU, à hauteur d'un email par jour, sur 3 jours ouvrés.

Les pénalités relatives à une indisponibilité répétée de l'interlocuteur dédié sont fixées à cinq cents euros (500) € HT par jour à compter du 4^{ème} jour ouvré d'indisponibilité.

14.4 Pénalités liées au non-respect de la réglementation RGPD

La pénalité est due à compter du non-respect de la/les obligations par le Titulaire si elle est connue ou à défaut de la mise en demeure notifiée par l'ANRU au titulaire de respecter la/les obligation(s). Pour information, les éléments relatifs au RGPD sont fournis au candidat en annexe.

La pénalité suivante s'applique : cinq cents euros (500) € HT par jour de non-respect de la/les obligations.

14.5 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations et livrables

Le retard commence à courir le lendemain du jour de livraison initialement prévu.

La pénalité est fixée de la manière suivante :

- Après un délai de carence de 4 jours : 15% du montant du bon de commande dès le premier jour de retard d'une période de 30 jours suivants la fin du délai de carence puis 15% par période de 30 jours selon la même mécanique.

15. Réception des prestations

Le délai maximal dans lequel le Pôle Maîtrise des Risques procède à la réception des prestations est fixé à 10 jours ouvrés maximum à compter de la transmission définitive des prestations par le Titulaire (cf. point 12 « Opérations de vérification »).

16. Clauses de financement et de sûreté

16.1 Avance

Conformément aux dispositions des *articles L2191-1 et suivants du Code de la commande publique*, le Titulaire peut recevoir une avance, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Une avance de 5% du montant HT du bon de commande sera versée au Titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le remboursement des avances versées au Titulaire s'effectue conformément aux dispositions de *l'article R2191-11 du Code précité*.

16.2 Retenue de garantie

Dans l'hypothèse où le Titulaire souhaite bénéficier de cette avance, son versement sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande à hauteur du montant total de l'avance et dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

17. Modalités de facturation et de règlement du marché

16.1 Paiements définitifs

Le paiement des prestations a lieu à l'issue de l'exécution de chaque prestation et après attestation du service fait.

16.2 Facturation

1-.2.1 Dispositions générales

Le service fait ne peut être attesté que sur la base de livrables transmis et acceptés dans les conditions définies à l'article 14 du présent CCAP.

Les factures doivent être établies par bon de commande : une commande = une facture.

Tout règlement par l'ANRU est subordonné à la présentation d'une facture originale établie par le Titulaire. Les factures accompagnées de tous les justificatifs sont adressées à l'ANRU **via la plateforme de facturation CHORUS PRO**. <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures seront libellées au nom de l'ANRU de la façon suivante :

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
Direction de l'Administration, des Finances, des Systèmes d'Information et de la Comptabilité
(DAFSIC)
Pôle SFACT
159 Avenue Jean Lolive
93500 Pantin

Les factures doivent être accompagnées d'un original de RIB de moins de 3 ans et d'un KBIS de moins de 6 mois. En cas de copie, ces copies doivent comporter la mention « certifiée conforme » ainsi que le tampon de la société et la signature de la personne habilitée à le faire.

Outre les mentions légales, les factures adressées par le titulaire font apparaître les références au présent accord-cadre et au bon de commande facturé.

Les factures ne seront réglées qu'après contrôle de conformité par le pouvoir adjudicateur des prestations effectuées.

16.3 Règlement

Conformément aux règles de la comptabilité publique, à l'article R2191-26 du Code de la commande publique et à l'article 1^{er} du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement est effectué par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Le point de départ du délai global de paiement est la date la plus tardive entre la date de réception de la demande de paiement par l'ANRU et la date de réception des prestations. Cette date est constatée par l'ANRU au vu de l'exécution des prestations.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par l'ordonnateur avant l'ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est de trente (30) jours calendaires.

16.4 Intérêts moratoires

L'ANRU s'acquittera des sommes dues au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement conforme à la réglementation et aux exigences de l'accord-cadre. Tout retard dans le paiement entraîne :

- La mise en œuvre d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération principale de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

18. Nantissement ou cession de créances

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement des créances dans les conditions fixées aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement est transmis au comptable assignataire à l'adresse suivante :

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
Direction de l'Administration, des Finances, des Systèmes d'Information et de la Comptabilité
(DAFSIC)
Pôle SFACT
159 Avenue Jean Lolive
93500 Pantin

Les demandes de renseignements sont adressées à : Madame la Directrice Générale de l'ANRU.

19. Assurances

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 9 du C.C.A.G. – F.C.S.

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle à l'égard de l'ANRU et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément à l'article L. 243-8 du Code des assurances, les contrats souscrits seront conformes aux clauses types prévues par l'article L. 310-7 dudit code.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

En cas de non-production de cette attestation d'assurance, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du Titulaire si ce dernier n'a pas, dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant réception d'une mise en demeure de produire les attestations prévues au présent article, satisfait à cette obligation.

20. Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations du présent accord-cadre dans les conditions fixées à l'article L2193-3 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique.

Si, au stade de l'émission d'un bon de commande, le Titulaire a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il lui appartiendra de le mentionner dans son devis.

La notification du bon de commande emportera acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par l'ANRU. L'ANRU se réserve le droit, avant la notification du bon de commande de ne pas agréer un sous-traitant proposé.

Par ailleurs, seront transmis sur demande de l'ANRU tout document nécessaire à l'appréciation des capacités techniques, juridiques, administratives et financières du ou des sous-traitants proposés permettant une juste appréciation de l'offre.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire doit adresser à l'ANRU, par courrier recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- un acte spécial ou déclaration de sous-traitance mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel ou maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et la déclaration

du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics, daté et signé par le Titulaire et le sous-traitant ; Les demandes d'agrément des sous-traitants pourront être faites en utilisant le formulaire modèle DC4 « déclaration de sous-traitance » (dernière version en vigueur) ou équivalent, téléchargeable en suivant le lien : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Dans tous les cas, la demande de sous-traitance devra être accompagnée des CVs des intervenants du/des sous-traitants. Par ailleurs, pourront être transmis ou demandés par l'ANRU tout document nécessaire à l'appréciation des capacités techniques, juridiques, administratives et financières du/des sous-traitants proposés permettant une appréciation de leurs capacités ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les obligations qui incombent au Titulaire dans le cadre de l'accord-cadre et du bon de commande s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le Titulaire s'engage à les leur communiquer. Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'ANRU.

A réception de la demande de sous-traitance, l'ANRU dispose d'un délai de vingt-et-un (21) jours pour accepter ou non le sous-traitant et ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le Titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des prestations sous-traitées. Les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

21. Confidentialité et secret professionnel

Le Titulaire et l'ANRU s'engagent à conserver et à ne pas divulguer, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'ils auraient pu recueillir, obtenir ou dont elles auraient pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre concernant l'autre partie.

Cette obligation de confidentialité tient aussi pour la teneur verbale ou écrite des séances de travail. A ce titre, le Titulaire s'engage à ne communiquer aucun renseignement, plan, document ou résultat quelconque à des tiers sans autorisation de l'ANRU, que ces documents aient été remis par celle-ci et ses représentants ou par les autres intervenants dans cette opération, ou établis par le Titulaire.

Par la signature du présent accord-cadre, le Titulaire fait siennes, personnellement et par écrit, des obligations de confidentialité et répond dans ce domaine tant du fait de ses préposés que du fait des personnes physiques et morales qu'il appellerait à participer à l'exécution de l'accord-cadre.

En particulier, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le Titulaire restitue à l'ANRU, dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de cessation, l'ensemble des éléments (matériel informatique, documentation, etc.) qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du présent marché. La restitution s'effectue par la mise à disposition de ces éléments notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Lors de la restitution, les parties s'engagent à signer un procès-verbal de restitution.

L'ANRU se réserve le droit de faire signer un engagement de confidentialité au Titulaire ainsi qu'à chacune des personnes amenées à intervenir dans le cadre de la réalisation des prestations.

En cas de violation par le Titulaire des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 32) du CCAG-FCS (résiliation pour faute du Titulaire).

22. Application du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

21.1 – Objet

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à traiter les données à caractère personnel pour les besoins de l'exécution de ses relations contractuelles avec l'ANRU.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le RGPD).

21.2 - Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Finalité du traitement : missions d'audits d'intervention ou de fonctionnement interne à l'ANRU.

Catégories de personnes concernées : salariés de l'ANRU

Description des catégories de données à caractère personnel :

- Données d'identification (nom, prénom, date de naissance, adresse mail, numéro de téléphone, adresse postale, matricule)
- Données relatives aux comptes utilisateurs
- Données économiques et financières (RIB, données de transactions)

Durée du traitement : durée nécessaire à l'exécution de la prestation

Transfert des données hors Union Européenne : non

21.3 – Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage plus précisément à :

- Garder confidentielles les données à caractère personnel auxquelles il aura accès à l'occasion de l'exécution du contrat le liant à l'ANRU ;
- Ne pas utiliser les données à caractère personnel traitées à d'autres fins que celles spécifiées dans le contrat ou ayant donné lieu à une instruction écrite de l'ANRU ;
- Ne pas divulguer les données à caractère personnel traitées à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, publiques ou privées, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution du contrat ou sur instruction de l'ANRU ;
- N'avoir recourt, le cas échéant, à un sous-traitant à qui de telles données pourraient être transmises qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'ANRU et, en tout état de cause, uniquement, sous réserve de l'assurance de garanties de confidentialité et de sécurité des données suffisantes ;
- Notifier dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu

connaissance toute violation de données à caractère personnel ainsi que toute information relative à la gravité et l'étendue de la violation et son origine ;

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui seront confiés, en dehors de ce qui est requis par l'exécution du contrat ou qui procède d'une instruction de l'ANRU ;
- Assister, dans la mesure du possible, l'ANRU dans le respect de ses propres obligations « informatique et libertés » et notamment dans le cas d'une demande de droit d'une personne concernée et/ou pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- Communiquer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément, à l'article 37 du règlement sur la protection des données à caractère personnel ;
- Documenter sa conformité à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel - et plus particulièrement s'agissant des opérations effectuées dans le cadre de l'exécution du contrat le liant avec l'ANRU - et à tenir à sa disposition cette documentation, notamment dans le cadre de la réalisation d'audit ;
- Assurer la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution dudit contrat en mettant en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adéquates et visées en annexe B ;
- Respecter, de façon absolue, les obligations précitées et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

21.4 – Obligations de l'ANRU

L'ANRU s'engage, pour sa part à :

- Ne transmettre au titulaire que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- Formuler ses instructions au titulaire s'agissant d'un traitement de données à caractère personnel, par écrit ;
- Garantir le respect des droits relatifs à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées et notamment, le cas échéant, le droit d'être tenu informé de la communication de leurs données au [cocontractant] ;
- Veiller pendant toute la durée des traitements de données à caractère personnel sur lesquels le cocontractant pourrait être conduit à intervenir au respect des obligations prévues par le RGPD.

21.5 – Sort des données

A l'issue du contrat, le titulaire s'engage à supprimer toutes les données à caractère personnel détenues et à détruire toute éventuelle copie existante (sauf si des obligations légales ou réglementaires s'y opposent).

23. Application de l'article D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 du Code du travail

Le Titulaire remet à l'ANRU, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 (ex R. 324-4) ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (ex R. 324-7) (pour les établissements situés à l'étranger) du Code du travail. Le Titulaire utilisera le site E-attestations pour transmettre les documents.

Si le candidat est établi ou domicilié en France (application de l'article D.8222-5 du Code du travail) :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins

de six mois ;

- Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger (application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail) :

1. Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
2. Un document attestant de la régularité de la situation sociale du candidat au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le candidat est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale ;
3. Lorsque l'immatriculation du candidat à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel,
 - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de groupement, ces documents sont à transmettre pour chaque membre du groupement.

24. Interprétation/ droit applicable

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une

quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

25. Différends et litiges

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre l'ANRU et le Titulaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentané, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre.

Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion de ce contrat sont portés devant les tribunaux compétents de Paris.

26. Résiliation

Conformément aux dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS, les différents cas de résiliation s'appliquant au présent accord-cadre sont les suivants :

- Événements extérieurs à l'accord-cadre (décès, liquidation judiciaire, etc.) ;
- Événements liés à l'accord-cadre (difficultés techniques particulières, force majeure, etc.) ;
- Faute du Titulaire ;
- Motif d'intérêt général.

Les modalités de résiliation sont définies conformément au chapitre 6 du CCAG-FCS. Il est apporté cependant les précisions suivantes :

- Nonobstant la résiliation de l'accord-cadre, les bons de commande notifiés préalablement à la décision de résiliation de l'accord-cadre s'exécutent jusqu'à leur échéance normale sous réserve des stipulations ci-après ;
- Par exception, en cas de résiliation pour faute du Titulaire ou de conflit d'intérêt, l'ANRU peut décider de mettre fin de manière anticipée à l'exécution d'un bon de commande sans que cette décision n'entraîne la moindre indemnisation pour le Titulaire. ;
- La fin anticipée d'un bon de commande prévue ci-avant du présent CCAP, notamment en cas de conflit d'intérêt, n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, l'ANRU peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire dans les cas visés dans le présent accord-cadre ou ceux visés au CCAG-FCS.

27. Dérogations au CCAG- FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG - FCS :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du CCAG FCS
3	Pièces contractuelles	4.1
9.1	Contenu des prix	28.2
13	Déroulement des opérations de vérification	23.2
14	Pénalités	14